

**COMMUNE DE SERANON**  
**Procès-Verbal de séance du Conseil Municipal**

**Séance du** : 11 Juillet 2024 à 14h30

**Date de la Convocation** : 28 Juin 2024 par le Maire, Monsieur Claude Bompar,

**Présents** : Mesdames Nadia Tensic, Nicole David, Florence Dalmasso  
Messieurs Alain Buselli, Damien Matteoli, Michel Charabot

**Procurations** : Monsieur Berge a donné procuration à Madame Dalmasso

**Absents** : Monsieur Chiapelli, Madame Elias, Monsieur Saladin

**Secrétaire de séance** : Madame Nadia Tensic

Lesquels forment la majorité des membres en exercice. Le quorum étant atteint, la séance est déclarée ouverte à 14h30

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du 11 Avril 2024. Le PV est validé à l'unanimité.

Monsieur le Maire demande la modification de l'ordre du jour et demande de valider la rajout d'un projet de délibération « Parc solaire – travaux compensatoires aux défrichements » - La modification de l'ordre du jour est validée à l'unanimité par le Conseil Municipal.

**N° d'ordre N°01/2024: Travaux Compensatoires aux défrichements**

M. le Maire expose au Conseil municipal les éléments suivants :

La société « PARC SOLAIRE DE SERANON SAS » est autorisée par décision préfectorale en date du 27/06/2023 à défricher 16,2907 ha de terrain sis en forêt communale (parcelles cadastrales : A2, A3, A4, A68, A1284 et A1285) pour la construction d'une centrale photovoltaïque au sol.

La réglementation actuelle impose au bénéficiaire du défrichement une mesure compensatoire au défrichement à payer au Fonds stratégique pour la forêt et le bois ou à s'acquitter par la réalisation de travaux sylvicoles d'un montant équivalent.

L'Office National des Forêts (ONF) a proposé à la société « PARC SOLAIRE DE SERANON SAS » que cette somme (415 412€ HT) soit allouée pour partie à des travaux sylvicoles au sein de la forêt communale de Séranon, relevant du régime forestier.

Il s'agira de réaliser des travaux de plantations d'enrichissement sur les parcelles forestières : 4,5,8,11,12,13,14,16,17,18,21,22,23,24,25,26,27,28.

Ces travaux n'auront aucun impact financier pour la commune.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- Décide l'acceptation du projet de travaux cités ci-dessus en tant que mesure compensatoire au défrichement liée à l'AP du 27/06/2023.
- S'engage à assurer le suivi et l'entretien dans le temps de la plantation réalisée par la société « PARC SOLAIRE DE SERANON SAS »
- Autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à ce dossier

**N° d'ordre 02-2024 : Service Mutualisé du Parc Automobile de la CAPG**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 5211-4-2 et D 5211-16 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 18 décembre 2015 arrêtant les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2019 modifiant les statuts de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;

Vu la délibération n°DL2022\_086 instituant le pacte de gouvernance de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et notamment les principes et les perspectives de mutualisation ;

Vu la délibération n°DL2024\_012 du conseil communautaire du 22 février 2024 ;

Considérant que dans le cadre de la poursuite des réflexions menées en matière de mutualisation, plusieurs communes de la CAPG ont émis le souhait de recourir aux services proposés par Service Parc automobile de la Communauté d'agglomération ;

Considérant que par délibération DL2024\_012 du conseil communautaire du 22 février 2024, il a été constitué un Service commun - Parc automobile, entre la CAPG et la Ville de Grasse, permettant d'optimiser les ressources et de les redistribuer pour les communes qui souhaiteraient mutualiser ce secteur ;

Considérant que ce service commun Parc automobile effectif depuis le 1<sup>er</sup> avril 2024, est notamment chargé de plusieurs services dont un service d'entretien et de réparation mécanique de véhicules et un service de mise à disposition de véhicules spécifiques (ex : camion-nacelle télescopique, camion-grue avec benne, balayeuse urbaines... ) auxquels les communes signataires pourront librement choisir d'adhérer intégralement ou partiellement à leurs missions ;

Considérant que notre commune est intéressée par cette mutualisation et qu'elle a saisi les services de la CAPG afin d'étudier la possibilité d'élargir le service commun du Parc automobile à notre commune et ainsi de pouvoir bénéficier de cette mutualisation ;

Considérant qu'au regard de la faisabilité et des conditions présentées, il nous est possible d'adhérer au service commun Parc automobile de la CAPG et de conclure une convention d'adhésion fixant les modalités de fonctionnement et de remboursement selon les dispositions de l'article L5211-4-2 du CGCT

Après avoir délibéré et procédé au vote, le Conseil Municipal à l'unanimité, DECIDE :

- D'ADHERER au service commun – Parc automobile de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse à compter du 1<sup>er</sup> Septembre 2024
- D'APPROUVER les modalités et conditions générales de la convention type d'adhésion au Service commun et ses pièces ci-après annexées ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention type d'adhésion au service commun avec la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse ainsi que tous les documents ou avenants nécessaires concourant à la mise en œuvre de cette adhésion.

**N° d'ordre 03-2024 : Convention cadre 2025 pour l'exercice des missions facultatives proposées par le CDG 06.**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal,

Vu les articles L452-40 à L452-48 du Code général de la Fonction Publique,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du CDG06 n°2024-10 du 9 Avril 2024.

Depuis 2016, le CDG 06 propose à l'ensemble des communes et établissements publics affiliés, un dispositif de convention-cadre pour l'exercice des missions facultatives.

Cette convention ne concerne que les missions facultatives, dans la mesure où les communes et établissements publics affiliés bénéficient de plein droit, d'un ensemble de missions obligatoires pour lesquelles ils cotisent.

La convention-cadre, proposée au 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour une durée de 3 ans et renouvelable une fois par tacite reconduction arrive à échéance le 31 décembre 2024.

Aussi, par délibération n°2024-10 au 09 Avril 2024, le Conseil d'Administration du CDG06 a adopté une nouvelle convention-cadre relative à l'exercice des missions facultatives pour une durée de 3 ans à effet au 1<sup>er</sup> janvier 2025, renouvelable une fois par tacite reconduction jusqu'au 31 décembre 2030.

Ce dispositif est particulièrement avantageux du fait de sa souplesse de gestion permettant une souscription facile et rapide pour les nouvelles missions sans autre formalité que l'établissement d'un bulletin d'adhésion.

Ainsi, au cours de cette période et dans le cadre de cette convention, de nouvelles missions ont été proposées afin de répondre le mieux possible aux attentes des communes et établissements telles que :

- Le Conseil Juridique non statutaire
- La médiation
- Le coaching individuel et coaching d'équipe
- Le bilan de compétences
- L'assistance à la paye
- Le dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination de harcèlement et d'agissement sexistes

D'autres missions existantes ont été mises en œuvre dans le cadre de dispositifs novateurs à l'instar de la nouvelle offre pluridisciplinaire comprenant le contrôle médical des arrêts de travail et le suivi santé et bien-être au travail, ou encore dans le cadre de la mission archivage, l'adhésion à un système numérique et la mise en place de groupement de commande pour la reliure.

Le CDG06 propose aujourd'hui les missions facultatives figurant sur la fiche d'adhésion annexée à la présente délibération.

Chacune de ces missions fait l'objet d'une tarification établie, au plus juste coût, sur la base de la comptabilité analytique mise en œuvre par le CDG06.

Sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention cadre 2025 pour l'exercice des missions facultatives proposées par le CDG06, actuellement et pour la durée de la convention et tous les documents qui en découlent, pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, renouvelable une fois par tacite reconduction pour la même durée.
- De prévoir les crédits nécessaires aux budgets de la commune pour tenir compte de la facturation des missions facultatives choisies dans le cadre de cette nouvelle convention-cadre à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2025.

## N° d'ordre 04-2024 : Décision Modificative

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
D 65311 : Indemnités de fonction (élus)	300.00 €			
<b>TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante</b>	<b>300.00 €</b>			
D 673 : Titres annulés (sur exercices antérieurs)			300.00 €	
<b>TOTAL D 67 : Charges spécifiques</b>			<b>300.00 €</b>	
Total	300.00 €		300.00 €	
<b>Total Général</b>			0.00 €	0.00 €

## N° d'ordre 05-2024 : Travaux de Défrichement

Des coupes de bois doivent être réalisées en parcelles 2 et 3 de la forêt communale de Séranon. Elles correspondent aux travaux de défrichement des terrains dédiés à l'implantation de panneaux photovoltaïques (Votalia) et sont prévues et autorisées dans la cadre de la décision préfectorale référencée 134.022.184 du 27/06/2023

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

1 - Demande à l'Office national des forêts de bien vouloir procéder à la désignation des coupes présentées ci-après

2 – Valide ci-dessous la destination des coupes et leur mode de commercialisation proposés par l'ONF

Parcelle	Type de coupe	Surface en ha à parcourir	Volume présumé en m3/ha	Coupe prévue par le document d'aménagement
2_1	Emprise	4	110	non
3_1	Emprise	12	110	non

Parcelle	Destination		Mode de commercialisation					
	Vente	Délivranc e	Mode de vente			Mode de mise à disposition à l'acheteur		
			Appel d'offre	Contrat - gré à gré	Sur pied	Façonné	En bloc	A la mesure
2_1	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3_1	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Le conseil municipal :

- donne pouvoir à Monsieur le Maire pour effectuer toutes les démarches nécessaires à la bonne réalisation des opérations de vente
- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à assister aux martelages des coupes prévues
- adresse la présente délibération à M le Préfet pour information et enregistrement.

### Divers :

Monsieur le Maire informe l'assemblée de la démission de Madame Sarah Spataro-ghiglione.

Concernant la cantine, l'idée de cantine de proximité comme à Caille avec l'auberge l'Entre pote a été émise : la commune fait partie du groupement de commande avec la CAPG et ne peut pas prendre n'importe quel prestataire. De plus, le prix des repas est plus élevé que celui de Elior.

Monsieur le Maire informe que l'Auberge a un moment d'impayés très important : il faudra prendre une décision. Le Maire va le convoquer après l'été.

Le columbarium a été installé cet été au Cimetière de Séranon. Il faudra fixer les tarifs lors d'un prochain conseil municipal.

L'opération Certificat de l'Adressage va commencer cet été : un état des lieux doit être fait à partir de la fin du mois de Juillet. Les référents pour ce dossier sont Monsieur Michel Charabot pour le côté Séranon et Madame Nicole David pour le côté La Doire/Villaute.

La Messe à la mémoire de Alain Auclair est prévu le 15 Septembre à 11h à Gratemoine.

Monsieur Gilbert Rebuffel demande où en est le dossier des Courtils, Monsieur le Maire a rendez-vous avec Monsieur Denis pour mettre un ultimatum : ou il achète le terrain ou il arrête le projet.

Madame Dalmasso a contacté le responsable du SDA : pour continuer le trottoir entre le SPAR et Graou longue, la commune doit faire une courrier pour appuyer le dossier auprès du Département des Alpes Maritimes.

Monsieur Renault informe qu'il y a des nombreux trous sur le chemin de Co de Caille. Monsieur Matteoli intervient, le SDA a de l'enrobé à disposition si besoin, la partie du Chemin des baux entre la Doire et le croisement est également très abimé. Il faut demander la dame vibrante à l'entreprise Giordano ou à la Mairie de Valderoure pour tasser l'enrobé.

Pour le Noel des Aînés, il faudra prendre un décision entre le repas ou le colis.

Madame Nadia Tensic souhaite prendre la parole au nom de tous les élus du Conseil Municipal. Les Conseillers Municipaux souhaitent être plus informé des affaires communales, qu'il y ait une meilleure communication : elle cite l'embauche du l'agent communal sans que personne ne soit au courant, la réunion avec les services de la CAPG... Monsieur Buselli a appris par un administré que le contrat de l'ancien agent n'avait pas été renouvelé.

Mme Tensic souligne que Madame Belcio n'est plus adjointe, elle n'a pas à commander et donner des ordres, c'est avec le Maire que les élus travaillent, pas avec elle. Monsieur le Maire souligne qu'elle a des connaissances et des contacts à Grasse. Si cela ne convient pas, Monsieur le Maire dit aux élus de venir faire les planning des agents de l'école, ils sont d'accord et ils les feront.

Une discussion houleuse s'engage entre Monsieur le Maire et les élus, Monsieur le Maire insulte Monsieur Matteoli et lui reproche de se mettre trop en avant, il cite l'accueil de la nouvelle enseignante sans l'avoir informé de sa venue et la mise en place des coussins berlinois. M. Matteoli reconnaît qu'il a fait une erreur. Monsieur Mattéoli précise qu'il n'a pas de soucis pour travailler avec le Maire.

Mme Tensic et les élus souhaitent finir le mandat sereinement et sont tous d'accord pour travailler ensemble.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h00

Le Maire

Claude Bompar



Le secrétaire de séance

